

# Fil d'actu du RAEMH

## JUIN 2023



01 Tendances migratoires	1
02 Contrôle et gestion des frontières	2
03 Accueil, accès aux droits, protection et intégration	4
04 Contexte socio-politique - faits marquants	6
05 L'actualité du RAEMH et du réseau Caritas	



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH ciblent certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau et n'ont pas vocation à reporter un panorama exhaustif de l'actualité sur les mobilités internationales.

# 01 Tendances migratoires

## Migrations transnationales

**Méditerranée** : Moins contrôlés, de plus en plus de [départs de bateaux se font depuis l'est de la Libye](#) pour rejoindre l'Italie.

**Niger** : Selon l'OIM, [le flux de population au Niger est en hausse de 22%](#) par rapport au dernier trimestre 2022 (le tiers sont des mouvements internes, le reste est transfrontalier). Cette hausse s'explique par les déplacements vers des sites aurifères et l'expulsions des personnes venant d'Algérie et de Libye.

**Soudan** : De nombreuses personnes continuent d'affluer vers le Tchad, qui [appelle à l'aide internationale, actuellement insuffisante](#). Début juin, le HCR avait sonné l'alarme lorsque plus de 100.000 personnes venues du Darfour avaient traversé la frontière, s'ajoutant aux 680.000 personnes réfugiées déjà présentes. Par ailleurs, [85 personnes réfugiées centrafricaines sont](#)

[bloquées dans la ville portuaire de Port-Soudan](#), et demandent l'aide de la communauté internationale pour être évacuées vers un pays limitrophe.

A Khartoum, les autorités diplomatiques françaises, en organisant hâtivement l'évacuation de leurs ressortissants, [ont procédé à la destruction d'une cinquantaine de passeports en attente de visa](#), laissant les propriétaires de ces documents dans l'incapacité de quitter le pays. De nombreuses autres chancelleries occidentales (Etats-Unis, Suède, Espagne, Pays-Bas,...) ont fait de même.

**Kenya** : Dans un conteneur situé dans un camp de réfugié au nord du Kenya, [Aden Abdulahi contraint à l'exil dans son adolescence, travaille dans une radio communautaire pour réfugiés Radio Gargaar](#).



[Rapport annuel du HCR](#). Fin 2022, 108,4 millions de personnes ont été contraintes de se déplacer suite à des persécutions, conflits, violences, ...



Pour l'année 2024, le HCR prévoit, [dans un autre rapport](#), une **hausse significative des besoins en matière de réinstallation** : plus de 2,4 millions de personnes réfugiées auront besoin d'être réinstallées, soit une augmentation de 20% par rapport à 2023.

# Déplacements internes

**Nigéria** : Malgré l'afflux de personnes fuyant les exactions des groupes djihadistes, [les dirigeants de l'Etat de Borno, au nord-est du pays, ont l'intention de fermer tous les camps de la région d'ici à 2026.](#)

**Centrafrique** : Environ 32.000 personnes vivent dans des conditions terribles au PK3, [le plus vaste camp de personnes déplacées en Centrafrique, aux portes de Bria.](#)

**RDC** : Au moins [46 civils, dont 23 enfants, ont été tués dans l'attaque d'un camp de personnes déplacées](#) dans la nuit du dimanche 11 juin à Ituri.

**Soudan** : Le conflit a entraîné le déplacement de plus de [2,5 millions de personnes](#). Parmi elles, [1 million d'enfants](#). Selon l'Unicef, plus de 13,6 millions d'enfants soudanais ont besoin d'aide humanitaire ; 620.000 souffrent de malnutrition aigüe.

## 02 Contrôle et gestion des frontières

### Coopération & gouvernance

**UE** : Le Conseil de l'UE a trouvé un accord [sur le règlement relatif à la procédure d'asile \(APR\) et sur le règlement à la gestion de l'asile et des migrations.](#) L'APR fixe ainsi une procédure commune à tous les Etats membre et introduit des procédures obligatoires pour l'évaluation des demandes aux frontières extérieures de l'UE. Sont aussi prévus : une modification du règlement de Dublin, ainsi qu'un nouveau [mécanisme de solidarité](#) avec les Etats recevant la majorité des demandes d'asile.

**Espagne / Maroc / UE** : Alors que [Madrid a exprimé ses remerciements pour les efforts déployés par les autorités marocaines en matière de lutte contre la migration irrégulière,](#) et que, Bruxelles salue les efforts des deux pays et [entend renforcer les accords avec le Maroc pour freiner l'immigration irrégulière.](#) 7 organisations espagnoles ont dénoncé à l'Office Européen de Lutte Antifraude (OLAF) [le possible usage frauduleux des fonds européens pour la gestion des frontières.](#) La plainte s'articule autour de quatre points : les éventuels retours illégaux ; le financement de la police marocaine ; le manque de transparence ; et l'insuffisance des mécanismes de contrôle.

Aussi, ce mois-ci, s'est tenue la 21<sup>ème</sup> réunion du groupe migratoire mixte permanent hispano-marocain. Les deux parties ont travaillé sur « un

[projet de plan procédural](#) » devant garantir le rapatriement « entouré de toutes les garanties juridiques, légales et respectueuses des engagements internationaux » des mineurs marocains non accompagnés vers le Maroc.

**Tunisie / UE** : Les dirigeants européens sont à la recherche [d'un accord avec la Tunisie, destiné à empêcher les traversées et à lutter contre les passeurs.](#) Alors que la Tunisie, lourdement endettée, peine à trouver un accord avec le FMI, plusieurs dirigeants européens, notamment italien et français ont proposé [leur aide dans le but de renforcer le rôle de la Tunisie comme « garde-frontière » de l'Europe.](#) Idée qui ne semble [pas plaire au président Kaïs Saïed.](#)



L'organisation espagnole CEAR a publié [3 rapports](#) sur l'externalisation des frontières et le contrôle migratoire au Sénégal, en Algérie et en Mauritanie. Un 4<sup>ème</sup> rapport s'est ajouté, traitant [de la coopération au développement et à l'action extérieure de l'UE et de l'Espagne sur la question migratoire en Afrique.](#)

## Surveillance, refoulements

---

**Frontex** : Le contrôleur européen de la protection des données mène une enquête contre Frontex, suspectée d'avoir [partagé des données personnelles de personnes migrantes avec Europol](#).

**Libye / Frontex** : [50% des canots repérés en Méditerranée par Frontex sont renvoyés en Libye](#). Les garde-côtes libyens seraient directement contactés afin d'intercepter les embarcations même lorsqu'elles ne se trouvent pas dans leur espace maritime. Selon l'UE, cette pratique n'est pas illégale. Pourtant, renvoyer des personnes exilées vers un port non sûr est contraire au droit maritime.

**Algérie / Niger** : Depuis janvier, [plus de 9.000 personnes sont arrivées dans le nord du Niger après avoir été refoulées d'Algérie](#).

**Espagne / Maroc** : [Amnesty International](#) accuse l'Espagne et le Maroc de « camouflage » pour n'avoir pas mené d'enquête appropriée suite aux tragiques événements de Melilla il y a une année. [D'autres militants ont condamné la politique de l'UE](#) durant le Forum social maghrébin sur les migrations (FSMM), dénonçant « l'approche

sécuritaire » responsable de nombreux morts et disparitions de personnes migrantes et demandeuses d'asile, ainsi que le racisme d'Etat dans la région Euro-Maghreb.

Par ailleurs, l'Espagne a annoncé l'ouverture d'une enquête après [qu'un ressortissant malien ait été tué et trois autres blessés par des tirs opérés par l'armée marocaine](#), alors qu'elles s'apprêtaient à prendre la mer depuis une plage du royaume, destination les îles Canaries.

**Contrôle au faciès** : La France est accusée par d'opérer des [contrôles aux frontières sélectifs en fonction de la couleur de peau des personnes](#). Au Maroc, le Groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et migrants (GADEM) dénonce [la multiplication des arrestations, sans distinction des statuts, sur la base de la couleur de peau, des personnes étrangères à Rabat, la capitale marocaine](#).

**Chypre** : Lancement d'[une campagne d'information sur les réseaux sociaux visant principalement les personnes migrantes originaires d'Afrique subsaharienne afin de les dissuader de rejoindre l'île](#).

## Disparitions & sauvetages

---

**Région MENA** : Selon l'OIM, [l'année 2022 a été hautement meurtrière sur les routes migratoires du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord](#). 3 789 décès ont été enregistrés l'an dernier, soit une augmentation de 11% par rapport à 2021.

**Tunisie** : De multiples naufrages sont à déplorer le long des côtes tunisiennes ce mois-ci, faisant de nombreux disparus, dont des [enfants](#). Lors de l'une des opérations de sauvetage, les [rescapés accusent les garde-côtes](#) d'avoir « *tourné autour du bateau pour faire des vagues* » et « *lancé du gaz lacrymogène dans l'embarcation* » créant un mouvement de panique faisant retourner le canot. 20 d'entre-deux, seulement, ont été secourus.

**Espagne/Maroc** : de très nombreux naufrages et disparitions également sur les côtes méditerranéennes et atlantique. Les Canaries prévoient d'installer sur les avions et les navires des sauveteurs, [des capteurs capables de](#)

[détecter les personnes tombées à l'eau](#). Pour leur part, [les autorités marocaines estiment avoir mis en échec près de 366.000 tentatives d'émigration vers l'Europe](#) ces 5 dernières années.

**Italie** : lors d'une opération de sauvetage par [l'Ocean Viking \(venant au secours de 86 personnes\)](#), les autorités italiennes ont désigné le port de Bari pour le débarquement des rescapés, à 3 jours de navigation. Plusieurs ONG ont déjà pointé du doigt la volonté du gouvernement italien d'entraver l'assistance des personnes, en obligeant les navires à se rendre « sans délai » vers un port italien après chaque sauvetage et en leur assignant des ports très éloignés. Malgré la multiplication par 2 du nombre de personnes traversant la Méditerranée pour rejoindre l'Italie cette année, [aucun système d'accueil pérenne n'a été mis en place par le gouvernement italien](#), qui multiplie les mesures d'urgences pour faire face à la situation.

**Grèce** : Mercredi 14 juin, [un naufrage est survenu dans un navire qui transportait 750 personnes](#), au large de Péloponnèse. Cet événement a fait au moins 82 morts, tandis que 104 personnes ont été secourues et des [centaines sont portées disparues](#). Les familles [des naufragés sont à la recherche d'informations sur la situation de leurs proches. Neuf personnes soupçonnées d'être les passeurs ont été arrêtées](#). Les rescapés, quant-à-eux [accusent les garde-côtes grecs d'avoir fait chavirer le bateau](#), après qu'ils les aient approchés et remorqués vers le large. Les autorités grecques avaient été [informées de l'existence du navire, la veille du naufrage](#), par

Frontex et des associations. Les garde-côtes seraient restés près du bateau, sans porter secours, tout en [ignorant l'offre d'aide de Frontex. L'agence réfléchit à la suspension de ses activités dans le pays](#). Cet [événement a suscité l'émoi de la population grecque](#). Le premier ministre avait décrété un deuil national de 3 jour, plusieurs rassemblements ont eu lieu et des initiatives solidaires ont été mises en place.

**Niger** : [Six corps calcinés dans une voiture ont été découverts](#) le week-end du 3 et 4 juin, dans le désert nigérien à la quelques kilomètres de la frontière avec la Libye.

## Expulsions

---

**France / Mayotte** : [Le ministre de l'intérieur a défendu l'efficacité des actions de lutte contre l'immigration illégale, l'insalubrité et la criminalité dans le cadre de l'opération très controversée « Wuambushu »](#). Des associations dénoncent l'action brutale et « anti-pauvre » d'un tel dispositif, dont le prolongement de plus d'un mois est prévu.

**Royaume-Uni / Rwanda** : Jeudi 29 juin, [la cours d'appel de Londres a finalement estimé que l'expulsion vers le Rwanda des demandeurs d'asile était « illégale », le pays ne pouvant pas être considéré comme « pays tiers sûr » en raison des « déficiences du système d'asile »](#). Le Rwanda [conteste cette décision](#).

## Prises en charge aux frontières - détention

---

**France / EJNA** : Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a publié, le 2 juin, [ses observations finales sur la mise en œuvre par la France des droits consacrés par la Convention internationale des droits de l'enfant](#). Le Comité identifie 6 thématiques à propos desquelles il enjoint la France d'adopter des mesures urgentes, dont l'arrêt des détentions des enfants étrangers dans les zones d'attente et les centres de rétention administratives.

**Italie** : Depuis le 1<sup>er</sup> juin, [la Croix-Rouge italienne gère le centre d'accueil de Lampedusa](#), qui

accueille chaque année des milliers de personnes migrantes.

**Libye** : Début juin, les autorités libyennes ont « libéré » [près de 6 000 personnes entassées dans des entrepôts « gérés » par des trafiquants](#). Après leur « libération », ces personnes ont été « parquées » dans un immense hangar où les conditions de vie ne sont pas meilleures.

**Royaume-Uni** : Le Royaume-Uni va déployer [deux barges supplémentaires pour héberger un millier de demandeurs d'asile](#).

# 03 Accueil, accès aux droits, protection et intégration

Asile, Séjour

---

**UE** : en une année, [seuls 1 500 demandeurs d'asile arrivés en Europe via l'Italie ou l'Espagne ont été relocalisés](#) via le mécanisme de solidarité européen instauré en juin 2022. L'accord en prévoyait 8 000.

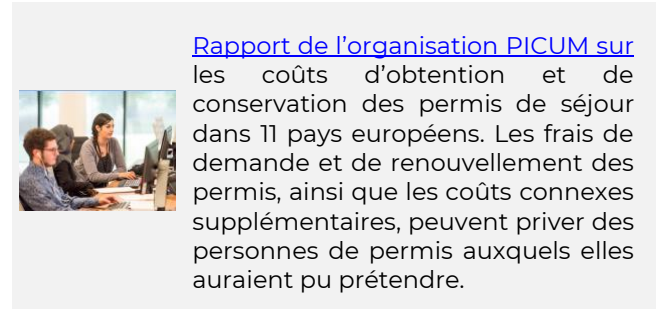
**Ghana**: Enregistrement de [3 200 demandeurs d'asile du Burkina Faso par](#) les autorités ghanéennes, mais les chiffres pourraient être bien plus élevés (le chiffre indiqué ne reflétant que les demandes enregistrées avec succès).

**Malawi**: Les autorités opèrent [un durcissement du traitement des personnes réfugiées](#), principalement rwandaises. Ainsi, au début du mois de juin, le pays a révoqué la citoyenneté de plus de 200 personnes réfugiées, soupçonnées d'avoir falsifié leurs papier d'identité.

**Hongrie**: Avec sa loi sur l'asile obligeant les demandeurs d'asile à se présenter à ses

ambassades en Serbie ou en Ukraine, [la Hongrie enfreint le droit européen](#). En 2022, seules 44 personnes ont demandé une protection internationale en Hongrie.

**Danemark** : En deux ans seulement, le royaume s'est doté de 42 lois visant à restreindre les conditions d'entrée, les conditions pour obtenir le droit d'asile, la naturalisation et faciliter l'expulsion. Ce qui fait du Danemark l'un des pays les plus restrictifs en matière d'asile.



## Protection

**Tunisie** : [Des centaines de manifestants dénoncent la présence de personnes migrantes à Sfax](#), point de départ pour l'Europe de nombreuse Subsahariens et Tunisien.

**Italie** : [Cinq policiers de la ville de Vérone ont été assignés à résidence pour avoir battu et torturé plusieurs personnes](#), essentiellement migrantes.

**France / EJNA** : [Les 700 mineurs isolés quittent l'école désaffectée à Paris](#), qu'ils occupaient depuis début avril. Ces enfants n'ont d'autre solution que de retourner dans la rue.

**Kenya / LGBT** : Suite à l'entrée en vigueur d'une [loi anti-LGBT au Ouganda](#), de nombreuses personnes se sont déplacés vers le Kenya. Pour autant, [les discriminations se poursuivent \(harcèlements, détentions arbitraires, discriminations au travail et dans l'éducation, meurtres...\)](#) dans ce lieu d'accueil, qui est le seul pays d'Afrique de l'Est qui reconnaît comme réfugiées, les personnes en raison de leur genre et de leur sexualité.

## Intégration et accès aux droits

**Europe**: Le Conseil de l'Europe dénonce [un système d'immigration qui appuie son économie sur des millions de « travailleurs sans droit »](#).


**Italie**: [Human Right Watch exprime ses inquiétudes concernant l'utilisation des fonds de l'UE](#) pour construire des logements temporaires pour les travailleurs migrants. La construction de logements à proximité des bidonvilles existants participe à la marginalisation de ces travailleurs. L'organisation appelle la Commission européenne à enquêter sur l'utilisation des fonds et à les réaffecter vers des initiatives favorisant

l'intégration des travailleurs migrants et l'accès à un logement digne.

**Espagne** : Les conditions de travail et de vie des travailleurs employés dans les champs de fraises, à Huelva, dans le sud de l'Espagne sont une fois de plus dénoncées par le Conseil de l'Europe. Face à des obstacles bureaucratiques et la lenteur des services administratives, certains de [ces travailleurs, au lieu d'être hébergés dans les centres étatiques prévus à cet effet, se retrouvent à investir des abris de fortune](#). Les plus chanceux trouvent des places dans des centres d'hébergement associatifs.

**Portugal:** [Les autorités ont interpellé quatre personnes soupçonnées d'avoir fait travailler illégalement des personnes migrantes](#) dans des cultures de coquillages.

**France / Algérie:** L'ex premier ministre français Edouard Philippe, veut [renégocier l'accord de 1968](#) qui facilite l'installation des travailleurs algériens en France leur faisant bénéficier [d'un régime spécifique ne relevant pas du droit commun](#).



Une [étude universitaire](#) a évalué le manque à gagner pour la collectivité genevoise que représente l'interdiction de travailler faite aux jeunes personnes déboutées de l'asile. Entre coûts de l'aide d'urgence et absence de salaire sur quelques 32 jeunes vivant dans le canton, ce sont 13 millions de francs sur 10ans de pertes sèche pour l'économie genevoise.

## 04 Contexte socio-politique - faits marquants

**Economies africaines:** une vingtaine de [pays africains sont jugés en surendettement](#) ou en voie de l'être. Selon l'association Debt Justice, lorsque plus de 15% des revenus sont consacrés au paiement des dettes extérieures, les dépenses publiques baissent. Au Nigeria, le remboursement de la dette absorbe l'équivalent de plus de 90 % des revenus de l'Etat. Principale région d'arrivée de [l'aide au développement](#), l'Afrique subsaharienne a vu celle-ci reculer l'an dernier à 29 milliards de dollars (- 8 %) pendant que celle vers l'Ukraine s'est envolée à 16 milliards, contre moins de 1 milliard un an auparavant. Certains Etats africains expriment de plus en plus ouvertement leurs craintes sur un double standard en matière d'aide internationale.

**Ukraine:** Mi-juin, une délégation de présidents africains s'est rendue à Saint Pétersbourg à la rencontre du Président Poutine pour une [tentative de médiation](#) dans le conflit. La visite de cette même délégation avait été refusée par Volodymyr Zelensky.

### Afrique de l'Ouest

**Mali:** suite au [referendum](#) du 18 juin, les Maliens ont approuvé à 97 % le nouveau projet de Constitution soumis par la junte. Pour autant, les résultats sont [contestés](#), la participation faible et dans [plusieurs zones du Nord du pays](#), de nombreux bureaux de vote n'ont pas pu fonctionner pour cause d'insécurité. Cette Constitution, entre autres choses: renforce le poids du Président, dégage les putschistes de toute poursuite judiciaire et pourrait aussi permettre à la junte de présenter certains de ses membres à la future élection présidentielle. Aussi: elle met en exergue la « souveraineté malienne », et la lutte contre la corruption; légitime les autorités traditionnelles, rehausse le statut des multiples langues nationales, et crée un Sénat. Le référendum est la première étape validée par le vote d'un calendrier de consultations censé s'échelonner jusqu'en 2024. Le 16 juin, le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop, demandait, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le « [retrait sans délai de la Minusma](#) », l'accusant d'alimenter « les tensions inter-communautaires ». Nombre de diplomates s'inquiètent du lourd impact que pourrait avoir ce retrait. Bien qu'entravée dans

l'exercice de son mandat, la Minusma, mission la plus meurtrière pour ses participants avec 187 soldats tués en dix ans, permettait jusqu'ici d'assurer, dans le nord et le centre du pays, une présence dissuasive envers les groupes djihadistes.

**Nigeria:** Dès sa prise de pouvoir, le Président Bola Tinubu a pris [2 mesures économiques](#) importantes: d'une part la dévaluation de la monnaie nationale et d'autre part, la fin des subventions étatiques pour le carburant Cette dernière mesure a fait [tripler les prix en vingt-quatre heures](#). Choc pour la population, qui considère l'accès au carburant bon marché comme l'un des rares privilèges à tirer de leur puissance pétrolière. Cette mesure s'inscrit dans une volonté de réduire la dette publique. Le chef de l'Etat promet en retour d'investir « massivement » dans l'éducation, la santé et l'accès à l'électricité.

**Sénégal:** mois de juin très agité avec des mobilisations dans tout le pays en opposition au Président Macky Sall et en soutien à son

opposant Omar Sonko. Le [Haut-Commissariat aux droits de l'homme](#) évoque « au moins » 16 personnes tuées, 350 blessées et plus de 500 arrêtées lors des trois jours de manifestations à Dakar et Ziguinchor notamment, et a exprimé sa vive inquiétude quant à l'usage d'armes à feu par les forces de sécurité. Pour sa part, [Amnesty International](#) demande une enquête indépendante sur la répression meurtrière lors des manifestations et fait état de la mort d'au moins 23 personnes (alourdissant le bilan officiel). Tout début juillet, le président a finalement annoncé officiellement [qu'il ne représenterait pas pour un 3<sup>ème</sup> mandat](#), ce qui

devrait calmer les tensions, même si la situation reste très fragile.



[Rapport mondial 2023 de l'ONUDC](#) sur les drogues dans le monde, qui fait état d'une dangereuse accélération de la consommation et des trafics de drogue en Afrique de l'Ouest. L'Afrique a longtemps été considérée comme une simple zone de transit contribuant à l'invisibilisation des usagers de drogues.

## Afrique de l'Est

**Soudan:** Le conflit qui a éclaté le 15 avril dernier a fait [plus de 2.000 morts et 2,5 millions de personnes déplacées ou réfugiées](#). La [région du Darfour](#), proche du Tchad, est particulièrement touchée, "le conflit [y aurait] désormais une dimension ethnique". Pour l'ONU, les violences commises dans cette région pourraient constituer des "crimes contre l'humanité". Les observateurs s'inquiètent de [l'impact de la crise sur les pays limitrophes](#) et du contexte d'insécurité qui risque de se répandre. Les besoins humanitaires sont énormes, mais la réponse est largement insuffisante à ce jour. Début juin, le gouvernement du Soudan a déclaré [persona non grata l'émissaire de l'ONU dans le pays](#), l'Allemand Volker Perthes. Le pays l'accuse, depuis plusieurs semaines, d'être responsable de la guerre en cours.

**Somalie :** [nouvelle attaque](#) d'un hôtel de Mogadiscio par un commando d'islamistes radicaux Shebab, faisant six civils et trois policiers tués, 10 civils blessés. Les shebab, affiliés à Al-

Qaïda, combattent depuis plus de quinze ans le gouvernement fédéral soutenu par la communauté internationale. Chassés des principales villes du pays en 2011-2012, ils restent solidement implantés dans de vastes zones rurales. Le 26 mai, un assaut revendiqué par les shebab contre une [base de l'Union africaine](#) tenue par des militaires ougandais avait fait 54 morts.

**Ouganda :** Au moins 41 personnes dont des enfants tuées par des djihadistes dans une [école où un dortoir a été incendié](#), dans l'ouest du pays, près de la frontière avec la RDC. A l'origine de cet assaut, les ADF (Forces Démocratiques Alliées), qui ont fait souche depuis le milieu des années 1990 dans l'est de la RDC, où ils sont accusés d'avoir massacré des milliers de civils. Ils ont fait allégeance en 2019 au groupe Etat islamique, qui les présente comme sa branche en Afrique centrale, et sont aussi accusés d'attentats djihadistes sur le sol ougandais.

## Afrique centrale

**RDC :** l'ONU étudie la [possibilité du retrait de la MONUSCO](#), "le plus rapidement possible" mais de manière "graduelle et responsable". Parmi les plus importantes et plus coûteuses missions de l'ONU au monde, la Monusco est présente en

RDC depuis 1999 et compte environ 16.000 soldats de la paix. La Monusco fait l'objet de fortes critiques en RDC, accusée de ne pas avoir su neutraliser les groupes armés qui pullulent dans l'est du pays.

# 05 L'actualité du RAEMH et du réseau Caritas

Publication d'un [nouveau podcast](#), donnant la parole à l'une de nos collègues du Secours Catholique en France. Ce podcast fait suite à ceux déjà diffusés dans lesquels vous pouvez écouter nos amis des caritas membres du réseau.

[Retrouvez les podcasts sur ici](#)